

Affaires courantes

Les pétitionnaires pressent le gouvernement de corriger l'injustice liée au prix de l'essence ici à Ottawa et ailleurs au Canada.

[Français]

LES COMMUNICATIONS

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je dépose une pétition dans laquelle les pétitionnaires demandent au Parlement de s'assurer qu'on n'utilise pas de langage inapproprié ou des actes de violence à la radio ou à la télévision. Ils soulignent que souvent, ceci va à l'encontre de leurs propres efforts en ce qui concerne la façon dont ils élèvent leur famille.

Ils ont également souligné qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser un langage inapproprié ou d'encourager des actes de violence pour informer, que ce soit en anglais ou en français.

[Traduction]

LE PROGRAMME CANADIEN DE PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai une pétition à présenter qui vient de la Saskatchewan. Ces pétitionnaires font partie de la Fédération canadienne des étudiants qui regroupe plus de 450 000 étudiants de tout le pays. Ils demandent au gouvernement de supprimer la taxe de 3 p. 100 qui s'applique aux prêts étudiants et de ne pas adopter le projet de loi C-76 qui aurait pour effet d'augmenter de six mois la période où les intérêts courent.

Ils demandent aussi au gouvernement de faire preuve de la plus grande prudence, pour ce qui est de transférer le programme d'aide aux étudiants aux banques. Ces pétitionnaires aimeraient avoir leur mot à dire à ce sujet, si cela se produit, et ils trouveraient préférable de l'abolir plutôt que de le voir confié aux banques.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Finalement, monsieur le Président, j'ai ici une autre pétition qui demande au gouvernement d'étudier sérieusement la possibilité d'éliminer la TPS sur les livres et les publications.

Les pétitionnaires signalent que cette taxe est une première en son genre et qu'elle va tout à fait à l'encontre de ce que nous recherchons dans notre société démocratique. En outre, elle est contraire à certains objectifs que nous poursuivons comme la hausse de la productivité et de la compétitivité.

[Français]

LA VIOLENCE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, j'aimerais déposer une pétition provenant de gens d'Amos, Saint-Félix, Saint-Dominique-du-Rosaire, Senneville, Rivière-Héva, Saint-Mathieu et Val-d'Or, en Abitibi, qui déclarent que les films de violence à la télévision sont dangereux et, par conséquent, inadmissibles, parce qu'ils incitent à plus de violence.

On y mentionne que tous les jouets qui incitent à des jeux violents sont inacceptables et leur fabrication devrait être supprimée. Ces citoyens signalent que l'information sur les actes de violence trop souvent répétée à la télévision sur toutes les chaînes, de même qu'à la radio, peut inciter à d'autres actes de violence identiques.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement légifère sur les points ci-haut mentionnés pour enrayer la violence dans notre société afin de protéger davantage nos enfants et assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes une meilleure qualité de vie.

[Traduction]

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai ici une pétition dûment certifiée qui m'a été envoyée par les habitants d'Egmont qui s'inquiètent de l'oppression dont sont victimes les femmes bosniaques.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'insister auprès du gouvernement pour qu'il constitue une équipe internationale qui serait chargée d'enquêter sur les atrocités commises dans les camps de viol. Cette équipe devrait faire en sorte que tous ces camps soient détruits et que le gouvernement de Bosnie mette en place une série de programmes de réadaptation pour aider les victimes de ces camps de torture et de viol.

LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter six pétitions signées par des centaines d'électeurs de la circonscription d'Elk Island et des environs, notamment des localités de Sherwood Park, Fort Saskatchewan et Edmonton.

Les 3 000 et quelque pétitionnaires demandent au Parlement de renforcer la Loi sur les jeunes contrevenants ou de la remplacer par une loi plus susceptible de dissuader les jeunes de commettre des crimes.